

# L'emploi sur

**M**ener, sur tous les fronts, la bataille de l'emploi fait partie de nos responsabilités premières. Le fait que ce problème reste la préoccupation principale des Français suffirait à le justifier.

Mais notre démarche va bien au-delà.

Parce qu'elle est intimement liée à celle du travail, la question de l'emploi est au cœur des contradictions de la société ; au cœur de l'affrontement, toujours aussi vivace même si il prend aujourd'hui des formes plus sophistiquées, entre le capital et le travail.

C'est tellement vrai que nous retrouvons, si j'ose dire, l'emploi à chaque « coin de rue ».

Voulons-nous parler de l'avenir des systèmes de retraites et de leur financement ? L'emploi est le cœur du sujet. Voulons-nous aborder l'avenir de la sécurité sociale, de l'assurance maladie ou plus généralement des systèmes de protection sociale ? L'emploi en est la clé.

Débattons-nous de la montée de la pauvreté ? Du désespoir vécu par un trop grand nombre de jeunes dans les cités populaires face à un avenir qu'ils perçoivent comme bouché ? Nous retrouvons encore l'emploi et la nécessité absolue d'éradiquer le chômage.

Mais ce n'est pas seulement vrai dans le domaine social. Le champ politique est profondément imprégné de cette réalité.

**C'est bien sur leur incapacité à s'attaquer structurellement au chômage de masse que les gouvernements sont désormais sanctionnés à chaque consultation électorale en France et en Europe.**

C'est bien sur leur bienveillance vis-à-vis des politiques patronales et sur leur acceptation de la loi des marchés financiers que leur crédibilité et celle de la politique en général se sont brisées depuis vingt ans laissant le champ libre aux aventuriers populistes de la pire espèce.

L'emploi est bien l'un des terrains stratégiques du remodelage libéral de la société qui constitue le projet commun du gouvernement et des forces du capital.

Nous pourrions multiplier les exemples à l'envi. Ils démontrent une idée-force : la bataille que les communistes doivent conduire pour l'emploi ne se limite pas à un soutien aux luttes revendicatives en tout état de cause totalement légitimes. Elle se situe au cœur de notre stratégie politique parce que son contenu et les objectifs que nous portons relèvent d'un choix de société alternatif.

**Nous avons décidé de faire de la démarche de Sécurité d'emploi ou de formation l'axe structurant de notre action sur l'emploi.** La période électorale que nous venons de vivre, et notamment celle des élections régionales, nous

a permis de mettre en avant ce thème avec une force qui a commencé à être remarquée.

C'est évidemment dans cette voie qu'il faut poursuivre et accentuer notre effort.

Mais en insistant bien sur le fait que la Sécurité d'emploi ou de formation ne relève pas de l'incantation. Elle n'est pas une formule qu'il suffirait de répéter pour se croire quitte avec le problème, ni une mesure dans notre futur programme qui viendrait s'ajouter à une bataille pour l'emploi par ailleurs traditionnelle.

Elle est une vision globale et profondément novatrice pour aborder l'ensemble des questions de l'emploi.

Sans vouloir tenter, dans cet éditorial, un développement théorique, il me semble utile de rappeler que pour le capital, le travail (ou plus exactement la force de travail) est marchandisé comme instrument générateur de profit. Le souci de maximiser ce dernier dans les conditions actuelles de la révolution technologique et de la financiarisation mondialisée conduit à la mise en concurrence de la force de travail à travers la planète ; d'où le processus de précarisation en cours depuis des décennies, d'où les attaques visant à déstructurer le droit du travail (et, de ce point de vue, il existe une grande cohérence entre le plan Borloo et son contrat d'activité, les propositions du rapport de Virville et les attaques de Sarkozy sur la RTT...) d'où les licenciements de rentabilité, les délocalisations, ou le chantage aux délocalisations pratiqué par Siemens en Allemagne ou Bosch en France. (Ce numéro d'*Economie et Politique* permet de faire le point sur ces différentes questions).

**Pour nous à l'inverse, le travail doit devenir le moyen de créer les richesses au service du progrès social et humain.**

Il est donc précieux et l'emploi doit être sécurisé jusque dans ses évolutions. La formation doit être intégrée comme outil majeur de cette sécurisation et de l'élévation nécessaire des qualifications. Elle doit être le vecteur d'une conception civilisée et choisie de la mobilité, indispensable à l'ère de la révolution informationnelle. C'est donc un processus de dépassement du marché du travail que nous voulons enclencher en même temps qu'un processus d'éradication du chômage.

Comme on le voit, cette conception globale, cohérente, réellement transformatrice, permet de décliner et de concrétiser notre démarche sur de multiples dimensions :

- Dans la bataille pour une bonne indemnisation des chômeurs et pour le retour à l'emploi en mettant en œuvre dès maintenant les synergies nécessaires des organismes existants ou à créer ;
- Dans la lutte contre les licenciements collectifs et pour des solutions alternatives ;

# tous les fronts

- Dans la lutte contre les délocalisations et pour le développement audacieux des atouts de notre pays, de nos régions, et pour une démarche internationale de co-développement ;
- Dans la bataille pour le contrôle des fonds publics attribués aux entreprises, ou celle pour de nouveaux financements de développement incluant notamment les fonds régionaux ;
- Dans notre bataille plus globale pour une maîtrise sociale des financements en France et en Europe avec nos propositions de crédit sélectif et notre remise en cause du rôle et de l'orientation de la BCE ;
- Dans notre démarche permanente pour la création d'activités de recherche, d'activités industrielles ou de service ;
- Dans notre volonté d'assurer l'existence et la création des emplois nécessaires aux services publics ;
- Dans le cadre du développement de leurs missions, contre le processus de privatisation en cours illustré cet été par la transformation du statut d'EDF et de GDF.

Conçue avec cette ambition et en prenant en compte toutes ces dimensions, notre bataille est de nature à dépasser l'opposition traditionnellement entretenue entre les chômeurs et les salariés.

Dès maintenant elle nous conduit à quelques objectifs concrets :

**1. Jouer tout notre rôle dans les luttes avec les élus et les populations concernées.** Des affaires graves continuent de marquer l'actualité : STMicronélectronics à Rennes, Alstom sur plusieurs sites menacés, Aventis, Facom et bien d'autres. Nous avons une fonction spécifique à assumer au-delà du soutien naturel que nous apportons aux salariés. Nous devons exiger des moratoires suspensifs aux licenciements et obliger les préfets à réunir, à temps, les tables rondes prévues par la loi de modernisation sociale pour rechercher les solutions alternatives aux suppressions d'emploi. Nous devons exiger le contrôle et le remboursement des fonds publics attribués aux licenciés, convaincre les salariés et l'opinion publique que l'on peut faire prévaloir d'autres choix en matière industrielle ou en matière de financements notamment en s'appuyant sur notre proposition de crédit sélectif pour le développement des activités, de l'emploi et de la formation.

**2. Nous devons hausser le niveau de notre action pour l'existence et le développement des Fonds régionaux pour l'emploi et la formation.** Les groupes communistes dans les conseils régionaux se sont engagés dans cette bataille. Nous avons marqué de premiers points en

Ile de France ou en Auvergne notamment. Il faut poursuivre partout et se donner les moyens d'une intervention du parti avec les salariés, les populations, les élus à tous niveaux afin que cette question prenne de l'ampleur.

Elle fait partie des conquêtes importantes, qu'il est possible de gagner, qui peuvent accroître de manière significative les capacités d'interventions du mouvement populaire. Le jeu en vaut donc la chandelle, mais cela implique une bataille politique de haut niveau, y compris vis à vis des élus socialistes, pour que la démarche soit réellement ambitieuse.

**3. Nous devons également poursuivre et intensifier la bataille concernant les questions du chômage et du retour à l'emploi dans une dynamique de progrès.**

Notre démarche ambitieuse, visant de manière explicite, à éradiquer le chômage nous donne une force particulière pour intervenir sur ce champ face au revenu minimum d'activité, au plan Borloo dont les dangers sont grands mais qui peut créer des illusions en même temps qu'il organise un contrôle d'exclusion sur les chômeurs, pour donner suite à nos combats sur le Pare ou la convention Unedic etc.

**4. Enfin, nous devons approfondir la dimension européenne pour mettre en débat à l'échelle de l'Union la nécessité d'une bataille pour une Sécurité d'emploi ou de formation.**

Dans la suite de la rencontre européenne du 25 mai dernier à Paris, un appel a été lancé en ce sens. Il est maintenant en cours de diffusion auprès des organisations syndicales, associatives et mouvements intéressés ainsi que des autres partis de transformation sociale en Europe. Alors que se profile le référendum sur le néfaste projet de Constitution européenne, qui prétend rendre irréversibles les orientations libérales, il est important de montrer que d'autres perspectives de construction sociale et démocratique peuvent prendre force sur notre continent.

Avec ces différents objectifs, nous avons matière à concrétiser ce que signifie au quotidien, dans la vie, dans les luttes, un projet alternatif, un projet de transformation effective de la société.



**ALAIN OBADIA**  
Membre du Comité  
exécutif national du PCF